

Malika Sorel

“La France s’autodétruit sans rendre service aux immigrés”

Ancien ingénieur d'affaires et de recrutement de cadres de PME, aujourd'hui membre du Haut Conseil à l'intégration, Malika Sorel a passé ses dix premières années en France, avant de suivre ses parents en Algérie où elle suit sa scolarité. Après avoir terminé l'école polytechnique d'Alger, elle revient en France, où elle suit le troisième cycle de Sciences po. En 2007, elle publie le Puzzle de l'intégration – les Pièces qui vous manquent (Mille et une nuits). Elle y explique que la question de l'immigration-intégration doit être traitée globalement et non plus de façon sectorielle, qu'il faut cesser d'octroyer la nationalité française à des personnes qui ne sont pas prêtes, psychologiquement et moralement, à l'assumer, et s'appliquer, en revanche, à faire respecter la loi française par tous, sans exception.

PROPOS RECUEILLIS
PAR CHARLOTTE D'ORNELLAS

Pourquoi avez-vous écrit ce livre ?

■ Les émeutes de 2005 m'ont poussée à écrire ce livre parce que je me sentais responsable de n'avoir, alors, rien dit. Moralement, mais aussi sur le plan affectif, je ne supportais plus cette injustice vis-à-vis du peuple français : les Français sont bâillonnés ; et quand ils osent s'exprimer, on leur fait un procès en racisme ou en xénophobie alors qu'ils veulent simplement préserver leur identité. Mes origines me permettaient, peut-être, de dire que la véritable victime de l'immigration est le peuple français.

Vous parlez beaucoup du rôle délétère de la « repentance ». Non seulement pour les Français, mais pour les immigrés eux-mêmes...

■ Le rôle des élites françaises a toujours été déterminant dans l'instrumentalisation de l'histoire. La décolonisation a traumatisé tout le monde, soit ! Mais il

devrait tout de même être possible, cinquante ans après des drames partagés, de traiter sereinement du passé, avec ses ombres et ses lumières, au lieu de renier son histoire en se laissant enfermer dans la dialectique culpabilisation-victimisation. Or, c'est malheureusement ce qui se passe. Le discours dominant ne parle que des « horreurs » de la colonisation, et plus personne n'écoute le peuple français, qui est pourtant le plus légitime pour parler objectivement des problèmes engendrés par l'immigration...

De surcroît, transformer les Français de souche en

Un langage de vérité
D'origine algérienne,
Malika Sorel
s'estime d'autant
plus libre de ses
propos. « C'est la
cohésion nationale
qui est désormais
en jeu !, avertit-elle.
Tout accepter met
la France par terre. »



boureaux n'a fait qu'injecter le poison de la haine dans le cœur des enfants issus de l'immigration. La France s'autodétruit sans rendre service aux immigrés, puisqu'on attribue leurs erreurs, ou encore leur manque d'investissement, à la société. Une excuse facile qu'ils reprennent pour ne pas assumer leurs responsabilités. A partir du moment où l'on enferme des gens dans le rôle de victimes, on leur envoie le signal que tout leur est dû. Or, cela n'est pas vrai. La France fait beaucoup pour les immigrés et leurs descendants, et ceux-ci ont encore énormément à faire pour se rapprocher des Français de souche européenne, en particulier les Maghrébins et les Africains dont la culture reste très éloignée de celle de leur pays d'accueil. Il fallait d'emblée être ferme et affirmer que nos valeurs fondamentales ne changeraient pas. On a fait l'inverse. Dans ces conditions, il est naturel qu'ils développent de moins en moins d'efforts pour respecter les normes collectives françaises. Ils sont convaincus que celles-ci vont changer pour s'adapter à eux.

Il faut aussi dire aux populations d'origine étrangère tout ce que l'Etat fait pour elles, l'argent qui est injecté dans tous les domaines : c'est ainsi qu'on aidera les enfants de l'immigration à se construire le socle de reconnaissance sans lequel rien d'harmonieux ne sera jamais possible. Ce n'est pas en se flagellant qu'on fera aimer la France aux enfants et aux adolescents des banlieues. Bien au contraire. Notre comportement relève parfois de la psychiatrie !

Pourquoi l'idée de « discrimination positive » est-elle dangereuse à vos yeux ?

■ Parce que c'est une escroquerie. L'intégration n'est pas un ascenseur automatique, mais un parcours semé d'obstacles ! L'idée que l'on puisse progresser dans la société de manière passive est absurde. C'est un engagement sur plusieurs générations, la famille entière doit s'engager autour du projet éducatif. Aujourd'hui, beaucoup d'élèves ne font plus rien. Il faut arrêter de



les bercer de mensonges : pour réussir, il faut se prendre en main. Et puis la « discrimination positive » est injurieuse pour les immigrés eux-mêmes : on part du principe que les gens issus de l'immigration n'y arriveront pas seuls parce que les Français les détesteraient. C'est zéro pointé sur toute la ligne. Quand vous travaillez dans une équipe, il faut acquiescer sa légitimité auprès des autres. Si vous n'avez pas respecté le même processus de sélection, c'est impossible. Pour devenir légitimes, les personnes issues de l'immigration doivent se plier aux mêmes exigences que les autres.

Vous êtes également très sévère avec la Halde...

■ Elle joue un rôle d'exaspération et de crispation entre les groupes. Elle passe le plus clair de son temps à exacerber les tensions en disant que les gens issus de l'immigration sont victimes de notre société, alors que c'est l'ignorance des codes sociaux et culturels qui empêche les jeunes d'être recrutés. Cela avait été parfaitement mis en évidence par l'analyse d'entretiens d'embauche auxquels la sociologue Jacqueline Costa-Lascoux avait assisté. Le fait qu'on accepte d'eux ce qu'on n'accepterait jamais des autres ne fait que les enfermer dans leurs propres codes culturels. J'ajoute que je prends comme une bonne nouvelle la mise sous tutelle de la Halde. Mais il faut, à terme, qu'elle disparaisse. Le système judiciaire français est là pour traiter des vraies affaires de discrimination. On n'a nul besoin d'une institution qui participe, vraisemblablement sans le vouloir, à dresser les gens les uns contre les autres.

Qu'opposer, alors, aux doctrines que vous dénoncez ?

■ Rien d'autre que le modèle d'intégration républicain qui fonctionnait très bien ! On doit accueillir les gens dans la communauté française et non l'inverse. Ils doivent respecter le système français. Si on avait fait ça, on aurait suscité le désir d'intégration. Mais comment y parvenir quand on injecte 200 000 nouveaux entrants par an dans une société déjà en proie à des difficultés majeures ? C'est irresponsable, grave et fondamentalement dangereux. Il est évident que là réside le défi des prochaines années : si l'on continue comme aujourd'hui, nous irons vers des troubles majeurs. Trop de gens arrivés récemment n'éprouvent plus le besoin de respecter la loi de la République, et reconstituent leurs sociétés d'origine sur le territoire français... Si rien n'est fait pour y mettre un terme, la pression va devenir rapidement intenable.

Quelle pression, justement, exercent ces sociétés reconstituées ?

■ Dans les cultures maghrébines et africaines, le groupe prend possession de l'individu. Or, plus la société est déstructurée et permet des accommodements

« Ce n'est pas en se flagellant qu'on fera aimer la France aux enfants des banlieues »

ments, plus les membres des groupes mieux structurés sont tentés de bafouer les règles françaises, qu'on peut défier à moindre risque. La culture de l'école de la République que les enfants ramènent à la maison est aussitôt rejetée parce qu'elle ne correspond pas aux normes culturelles d'origine. Le racisme antiblanc est une réalité. L'insulte suprême utilisée, c'est « céfranc ». Les professeurs nous le disent : être sérieux en cours, c'est déjà, pour certains, vouloir devenir français : une honte, car assimilé à une trahison. Les bons élèves sont, de ce fait, de plus en plus soumis à des pressions par les enfants issus de la même origine culturelle.

Le fait que les institutions françaises – la police et l'école – soient attaquées n'est évidemment pas anodin. Or, on continue à excuser les auteurs de ces attaques, à les déresponsabiliser en invoquant leurs conditions sociales. Or, ces mêmes populations, avec des conditions sociales nettement inférieures, ne se comportent pas ainsi dans leur pays d'origine. C'est bien la preuve que l'attitude de notre société a joué un rôle déterminant dans l'apparition des problèmes que nous connaissons.

Vous accusez le droit du sol. Pourquoi ?

■ Devenir français est un processus qui doit être personnel, car il faut être prêt à assumer d'inscrire ses propres descendants dans un nouvel arbre généalogique qui n'est pas celui de ses ascendants biologiques et culturels. Il y a là une véritable rupture, très difficile à assumer. C'est pourquoi, aujourd'hui, pour une multitude de raisons, peu de gens ont le désir de devenir français. Ils prennent les papiers parce qu'ils savent que c'est le sésame avec lequel ils n'auront plus jamais faim. Ils sont honnêtes et l'avouent : je ne suis pas français, j'ai juste les papiers. C'est la classe politique, dans son ensemble, qui ment et occulte ce que signifie l'identité française. La communauté française reste pour l'instant silencieuse car elle est bâillonnée mais, comme dans tous les pays du monde, elle n'est pas prête à accepter comme françaises des populations étrangères à son identité. Il y a aujourd'hui, en France, une négation fondamentale du droit des Français à être français.

Quelle distinction faites-vous entre insertion et intégration ?

■ L'intégration, c'est le fait d'assumer l'héritage du peuple français, de porter soi-même les valeurs et les principes des Français, de les transmettre à ses propres enfants. Il y a une forte dimension affective et morale. On ne peut pas exiger cette étape, elle est trop personnelle, trop intime. En revanche, l'insertion est absolument non négociable, c'est le respect des règles et lois de la société. Nombre de ces règles sont tacites. Elles ne sont pas nécessairement inscrites dans des lois. L'insertion dans la société française constitue une étape indispensable avant l'intégration dans la

communauté nationale française. C'est ce que ne respecte pas le droit du sol.

L'une des plus grandes erreurs a été, selon vous, de dégrader l'apprentissage de la langue et de la culture française. Pourquoi ?

■ L'école de la République a un savoir à transmettre, qui crée un référentiel commun à tous les enfants. La langue est un passeport culturel pour naviguer dans la société française. On les a empêchés de pouvoir le faire en revoyant nos exigences sans cesse à la baisse. Pis, l'école s'est mise à verser dans le relativisme culturel, et même à leur transmettre des éléments de leur référentiel culturel alors que c'est bien la seule chose que leurs familles leur transmettent.

Aimer une langue est un tremplin pour aimer un peuple. Au travers de la langue, des textes de littérature et aussi des contes et des chansons enfantines, c'est bien la culture qui est transmise. Aujourd'hui, dans les rues, dans les cours d'école, on ne parle plus français. C'est un signe sans équivoque du réel refus d'intégration. Sans compter qu'un enfant qui ne peut s'exprimer et se faire comprendre du fait de la pauvreté de son langage a une plus grande propension à devenir violent. Commençons donc par accentuer l'effort sur la maternelle et sur les premières classes de l'école primaire, en réduisant les effectifs par classe et en mettant l'accent sur la transmission de la langue.



Revoyons aussi le circuit des allocations. Il faut impérativement que cet argent aille en priorité au projet éducatif, ce qui n'est pas le cas aujourd'hui. A chaque rentrée scolaire, au lieu de remettre aux parents un chèque qui, souvent, sera envoyé dans le pays d'origine, donnons un cartable, des cahiers et des livres directement à l'enfant.

Que pensez-vous de la déchéance de nationalité ?

■ Il faut la mettre en place. Et il faut cesser de donner la nationalité à tout le monde. Les gens qui risquent aujourd'hui la déchéance de nationalité n'auraient jamais dû l'obtenir. Il faut vraiment que les politiques s'occupent de toutes ces questions très rapidement. Beaucoup, parmi eux, sont habités par la peur car les populations de l'immigration leur apparaissent comme ayant facilement recours à la violence. Il va pourtant falloir avoir le courage de traiter toutes les dimensions de ce sujet. C'est dans l'intérêt de tous. Notre société est chaque jour plus déstabilisée. C'est la cohésion nationale qui est désormais en jeu ! Tout accepter met la France par terre. ■

A lire **Le Puzzle de l'intégration ; les Pièces qui vous manquent** de Malika Sorel, *Mille et une nuits* (2007), 272 pages, 14 €.